

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
29 mars au 4 avril 2001

10 FF
1,52 €

Privatisation de l'enseignement Facs à vendre

LA CRISE ÉCONOMIQUE, LA croissance du chômage aidant, le patronat se lance depuis le début des années 80 dans une politique internationale de déréglementations et d'accroissements des profits. En 1999 le patronat français (MEDEF) lance une nouvelle offensive, la refondation sociale : ouverture de nouveaux marchés, croissance des taux d'exploitations, gestion de la masse des chômeurs et chômeuses, de précaires (la classe dangereuse!).

actuels... La seconde source de réduction des coûts publics est celle des frais d'inscriptions. Attali dans son rapport rappelle cette réalité : « Alors que dans les universités, l'enseignement est pratiquement gratuit, il est payant dans certaines écoles ». Et on ne peut ignorer que les frais de certaines écoles peuvent grimper jusqu'à 40 000 F/an. De même la situation européenne peut être préoccupante avec plusieurs universités qui sélectionnent dès l'entrée avec des coûts prohibitifs supérieurs à 20 000

non rentables. C'est ainsi que le rapport Attali retient quatre pôles intéressants : sciences, gestion, droit et médecine. Les autres filières peuvent éventuellement être nécessaires à l'épanouissement de l'individu-e mais sont secondaires, optionnelles. C'est ainsi que sur Nantes comme ailleurs, on a souhaité supprimer la filière Histoire l'art, Portugais...

Quant aux filières dites rentables, leurs programmes sont soumis aux conditions du marché : par le projet de 3 cycles (3, 5 et 8 ans avec suppression du

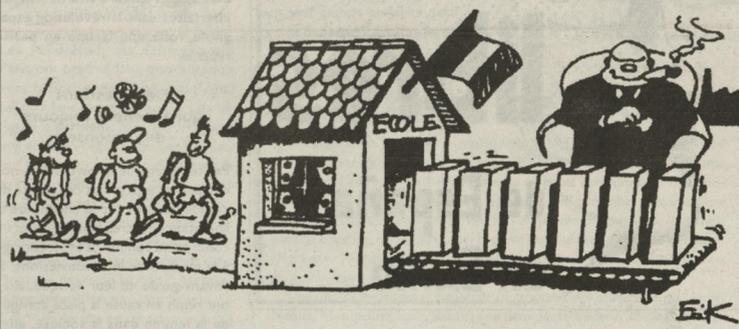
ment... De même « aucun diplôme n'aura plus de légitimité permanente... Il devra être réactualisé par une pratique professionnelle. » Cette mesure est à mettre en parallèle avec ce qu'il se passe dans les négociations autour de la réduction du temps de travail : la formation professionnelle s'effectuera sur son temps libre et permettra des notations, des évaluations très larges et très arbitraires par les patrons... On remet ainsi en cause le diplôme, qui tout aussi inégalitaire et arbitraire qu'il pouvait être, était reconnu par les conventions collectives et assurait ainsi un minimum de droits et de revenus...

soires par rapport aux enjeux : trop corporatiste (lutte pour le seul maintien de sa filière), absence de volonté de créer un réel rapport de force national et/ou européen, cogestion (présence au sein des instances universitaires sous prétexte d'avoir les informations, de prises de décisions secondaires, les syndicats participent ainsi à un système antidémocratique où les réelles décisions sont prises par l'État et le patronat et non par les étudiant-e-s et salarié-e-s).

Au-delà de vaines luttes corporatistes, et même si nos luttes auraient tout intérêt à se fédérer à l'échelle européenne, à se fédérer avec d'autres secteurs en luttes (salarié-es), nous devons impulser une lutte radicale contre ce projet de privatisation. Et sans attendre demain, au risque de se réveiller trop tard, au risque d'aménager l'accès sans toucher à l'essentiel.

groupe FA. Nantes

NON à la marchandisation de l'Université!



L'école, l'enseignement supérieur n'échappe pas à cette donnée. Et la démission d'Allègre (comme l'a été aussi celle de Devaquet et de Monory en 1986) ne fait que freiner (c'est déjà ça...) la privatisation de l'enseignement. Lang a changé de style par rapport à son prédécesseur autocratique et arrogant, néanmoins sa politique reste la même. L'enseignement, l'université qui normalement devrait avoir comme vocation de permettre de se construire une pensée, une réflexion, qui devrait nous donner les capacités de comprendre « notre » monde se soumet de plus en plus aux intérêts patronaux.

franc par an. Pour financer de tels frais, le rapport Attali prévoit de remplacer les bourses par des prêts bancaires, nécessitant une hypothétique caution avec la dépendance que cela peut engendrer. La réduction des coûts ne pouvant pas s'effectuer sur le seul dos des étudiant-e-s, on envisage aussi d'accroître le financement des entreprises. « Des entreprises devront être incitées à financer des bourses, des bibliothèques, des modules de recherches. » (Allègre 1998).

Rentabilité économique de l'université

N'en évidemment cet investissement n'est pas « gratuit » ! Allègre poursuit : « Mais en contrepartie, les entreprises auront une participation essentielle dans la définition des contenus, dans le choix des filières, et domaines de recherche à valoriser ». Tout est dit ! Quand dans un premier temps, le patronat finance quelques projets « innovants », organise des forums, ce n'est pas pour offrir des emplois mais pour modeler l'université selon ses souhaits. Exit la construction d'une pensée objective, exit la réflexion historique ou philosophique...

Rentabiliser l'université c'est dans un premier temps supprimer les filières

DEUG et DEA) et la création d'une année de stage en entreprise, une participation croissante du patronat dans les instances universitaires (conseil d'administration, conseil scientifique...).

Des facs poubelles à la fin de la validité permanente des diplômes

Toujours dans une logique de réduction des coûts mais aussi afin de provoquer une concurrence entre les universités ainsi qu'une plus grande sélection, l'objectif est de créer des pôles d'excellences. « Toutes les disciplines ne peuvent être développées sur tous les sites, de même il n'est pas possible de développer des laboratoires de recherches d'excellences dans tous les domaines et sur toutes les implantations. » (Allègre 98). Pour autant, les étudiant-e-s ne se déplaceront pas forcément pour suivre la filière de leurs choix (coûts, limite du nombre d'inscriptions...). On est dans une logique de concurrence entre universités avec un accroissement du clivage entre facultés poubelles et facultés d'élites par la création de pôles d'excellences. Les facs de riches recevront plus de moyens financiers et leurs enveloppes financières seront soumises à une évaluation stricte selon des critères non définis mais que l'on imagine aisément...

Radicalisons et globalisons nos luttes

Face à la privatisation de l'enseignement la stratégie nationale des UNEF (syndicats étudiants) semble déri-

EDITORIAL

Depuis plusieurs mois, les « affaires » concernant l'environnement, l'hygiène, la santé publique, se succèdent. Le naufrage de l'Erika puis celui du levoli Sun, l'affaire de la vache folle (succédant elle-même aux poulets aux hormones, aux porcs...), les OGM, le « syndrome de la guerre du Golfe » sont déjà autant de raisons d'être inquiets et révoltés face à des pratiques de criminels, car il n'y a pas d'autres mots.

Aujourd'hui, d'autres affaires traversent l'actualité. La fièvre aphteuse se répand comme une traînée de poudre aux quatre coins de la planète, favorisée en cela par les déplacements que l'on fait faire aux bestiaux afin de réduire au maximum les coûts d'engraissement. Il faut également citer le naufrage d'un chimiquier au large des côtes espagnoles ou celui d'une plate-forme pétrolière au Brésil. On aurait pu penser que la marée noire provoquée par l'Erika entraîne une plus grande prudence et surtout une plus grande rigueur à l'égard de l'état des bateaux qui transportent des produits polluants. Mais force est de constater que les accidents de ce type se succèdent comme si les mêmes erreurs devaient être répétées inlassablement.

Quant à la volonté des États-Unis de marchandiser le droit à polluer, elle est le reflet le plus entier d'une logique où tout doit s'acheter et se vendre, sans limite et en dépit de tout respect de l'environnement.

A chaque fois, on nous ressort la même rengaine libérale qui, cherchant à justifier l'injustifiable, s'efforce de faire croire que tout cela est sans conséquence pour l'homme.

Le point commun de toutes ces histoires sordides ? La volonté de tout rendre rentable et le plus possible. Un même système qui impose que toute économie, aussi minime soit-elle, passe avant la considération de ses conséquences. Dans le même temps, la justice se fait claire à l'égard de José Bové et de ses acolytes en prononçant trois mois ferme pour le démontage du McDo et 10 mois avec sursis assortis de deux ans de mise à l'épreuve pour le saccage du riz transgénique. S'il y a a récidive, la sanction sera lourde. Il est clair que la justice, en bonne alliée du capitalisme, ne laissera pas faire ces empêcheurs de profiter en rond.

Cette condamnation s'inscrit d'ailleurs dans un contexte plus large : les peines de plus en plus lourdes qui frappent les mouvements de contestation et d'action directe cherchent à faire taire ceux qui dénoncent, par des faits, les absurdités qu'on veut nous faire avaler. Deux logiques parfaitement incompatibles s'affrontent et notre capacité à peser dans la gestion des ressources reste largement à construire.

Dans le rapport de forces qui nous confronte à la gestion libérale de la planète, notre détermination est appelée à être sans faille !

ISSN 0026-9433 - N° 1238

M 2137 - 1238 - 10,00 F



Pour un humanisme intégral

LES GROUPES FÉMININS dérangent souvent dans les milieux anarchistes, comme si l'existence de groupes sexués mettait au grand jour des dysfonctionnements. Il en est même que l'on a complètement relégués dans les poubelles de l'histoire et qu'il est encore téméraire de vouloir exhumer de nos jours. Ainsi en est-il des femmes libertaires de la révolution espagnole, l'histoire sociale ayant bizarrement omis de leur rendre hommage.

Ces militantes, à l'avant-garde de leur époque, ont pourtant contribué à la construction de la société libertaire espagnole de 1936 à 1939. Elles ont eu un rôle fondamental dans la formation sociale de leurs compagnes, elles ont encouragé les femmes à secouer le joug de la soumission atavique, en dénonçant les fondements même de l'organisation sociale: le patriarcat.

Elles ont milité pour un « humanisme intégral », contre un patriarcat qui n'est pas une situation naturelle, inhérente au genre humain mais une conjoncture d'abus de pouvoir, une situation pathologique qui dessert les deux sexes, autant celui qui opprime que celui qui est opprimé. Extraordinairement en avance sur leur temps, elles analysent les mécanismes éducatifs qui poussent les êtres à légitimer les rapports de

domination et l'usage de la force. Elles militent d'abord à l'intérieur des organisations libertaires (CNT et FAI), au coude à coude avec leurs compagnons, puis, en désespoir de cause, parce que leurs propres compagnons ne veulent pas ou ne peuvent pas les comprendre, elles fondent leur propre mouvement.

Les femmes de « Mujeres Libres » ne veulent pas qu'on les classe parmi les féministes. Elle se présentent seulement (si on peut dire) comme des femmes libertaires, regroupées entre elles. Elles ne défendent pas la « parité » (au sens où on essaie de nous la faire avaler aujourd'hui, dans la collaboration aux institutions de pouvoir), ni le matriarcat, elles aspirent à une véritable équité hors de tous les pouvoirs, c'est en cela qu'elles sont anarchistes.

Les fondatrices du mouvement répètent sans trêve aux femmes que leur devoir premier de femmes et de mères est de s'émanciper de toute tutelle, de collaborer à la création de la nouvelle société, de participer à la lutte auprès de leurs compagnons. Pour éduquer leurs enfants hors des schémas ancestraux, elles doivent d'abord et de toute urgence s'éduquer, s'instruire et se former professionnellement elles-mêmes, entre elles. La tâche essentielle du mouvement Mujeres Libres sera d'éduquer, d'in-

struire et de former des femmes en majorité analphabètes et sans qualification professionnelle.

L'originalité de Mujeres Libres

Mujeres Libres est d'abord une revue fondée à Madrid en mai 1936 par trois femmes instruites: Mercedes Comaposada, Amparo Poch et Lucía Sanchez Saornil. Instigatrices du mouvement, militantes syndicalistes engagées, elles savent d'expérience que pour libérer les femmes de leur condition d'esclave, il ne faut rien attendre du mouvement libertaire dans son ensemble où leurs revendications spécifiques ne sont pas entendues. Elles se regroupent, dès les premiers jours de la révolution,

troupes nationalistes). 170 groupes locaux sont créés dans les villes et les villages de toute l'Espagne républicaine, le plus grand nombre en Catalogne, ensuite le Centre, puis Aragon, Valencia et Andalousie.

Construire la société libertaire

L'originalité du groupement Mujeres Libres est de n'être ni à la solde ni impulsé par aucun parti ou syndicat comme le furent les groupements de femmes manipulés et soutenus par le Parti communiste, les Catalans ou le Parti socialiste. Sa création résolument « en dehors », incomprise par les militants anarchistes et même par certaines femmes, lui coûta la désapprobation des trois autres branches

toires collectifs, des crèches, pour pouvoir se libérer des tâches domestiques. Elles savent rapidement que la guerre allait durer et qu'il faudrait tôt ou tard remplacer les hommes dans l'industrie de guerre, tout en assurant le fonctionnement de tous les secteurs de l'économie. Elles tentent de venir à bout de la prostitution.

C'est tout cela que nous révèle l'ouvrage collectif « Mujeres Libres ». Des femmes libertaires en lutte. Il regroupe des textes d'époque et des témoignages de femmes ayant participé à une saga inédite: trente deux mois de vie dans une société libertaire en construction.

Ce livre témoigne des réalisations fantastiques de ces femmes grâce à qui de nombreux secteurs collectivisés purent continuer à fonctionner pendant 32 mois, malgré la guerre qui amena sur le front presque tous les hommes valides, les militants les plus actifs et aussi beaucoup de femmes, malgré les attaques des staliniens destructeurs acharnés de la liberté, malgré les efforts de la bourgeoisie républicaine qui ne pouvait accepter l'avènement du Monde Nouveau inauguré le 19 juillet 1936. De nombreux ouvrages racontent tout cela bien mieux que je ne saurais le faire. Il manquait encore la version féminine de ces événements, avec cette Mémoire vive de femmes libertaires dans la révolution espagnole voilà une lacune en partie réparée.

Des questions qui appellent toujours des réponses

Petites mains de la révolution, nos compagnes espagnoles ont réalisé de grandes choses sur le chemin de la libération des êtres humains, avec un cœur grand comme ça et un courage à la mesure de leur conviction. À l'avant-garde de leur époque, elles ont remis en cause la place atavique de la femme dans la société, elles ont posé des questions dérangeantes auxquelles nous tentons encore de donner une réponse 65 ans plus tard.

Militantes indéfectibles, fidèles à leur idéal d'amour et de justice, elles ne voulaient pas que leur vie s'achève sans laisser un témoignage écrit de ce qui a constitué la période la plus exaltante de leur vie. Elles ont presque toutes été des ouvrières autodidactes, et non des professionnelles de l'écriture, leur témoignage n'en est que plus authentique. Je vous invite à en goûter la simplicité et la saveur en lisant les pages que Sara Berenguer a patiemment rassemblées et que nous avons mises en langue française pour que vous puissiez être nombreux à en prendre connaissance.

Jacinte Rausa

Mujeres Libres. Des femmes libertaires en lutte. Ouvrage collectif. Éditions du M.L. Collection L@s Solidari@s - 80F. Pour avoir une idée de ce qu'a pu être la vie de ces femmes hors du commun on peut lire aussi les biographies de Sara Berenguer et de Pepita Carpena deux militantes catalanes de Mujeres Libres. (Dans la collection « Graine d'Ananar » Ed du Monde libertaire).



au niveau national en une organisation fédérale, calquée sur le syndicat libertaire quant aux modalités de fonctionnement, mais spécifiquement féminine. Elles savent qu'elles ne parviendront à aider leurs compagnes à se libérer du joug de l'éducation qu'au prix de leurs propres efforts.

Des femmes de Catalogne, de Valencia de Guadalajara se joignent à elles et ainsi, en septembre 1936 elles fondent officiellement la Fédération de Mujeres Libres. Au début elle ne compte que quelques centaines d'affiliées. Malgré la guerre, elle atteint le chiffre d'environ 20 000 cotisantes en 1938, dans la zone républicaine. (Il ne faut pas oublier que plus de la moitié du territoire était occupé par les

du mouvement libertaire qui lui refuseront officiellement leur appui, leur intégration au sein du mouvement libertaire et souvent les finances nécessaires à mener à bien leurs actions.

Pour Mujeres Libres peu d'aide du mouvement libertaire et encore moins d'aide de l'État (alors que les groupements des autres femmes antifascistes en bénéficiaient largement). Tout ce que ces femmes ont créé elles ne le doivent qu'à elles-mêmes, à la force de leur conviction et de leur investissement dans la création de la société libertaire. Elles ont donné sans compter trente mois de leur vie et elles disent encore aujourd'hui, à quatre-vingt ans passés, que ce furent les meilleures années de leur vie.

La Fédération Mujeres Libres se revendique comme une organisation anarchiste à part entière. Elle a pour objectif « de libérer les femmes du triple esclavage qui les soumettait: leur propre ignorance, leur condition de femmes et leur condition d'ouvrières ».

Elles prennent en charge en commun les enfants, ouvrent des réfec-

Autorisation de prélèvements

- 80 F par trimestre abonnement normal
- 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR
N° 42 25 73

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date
Signature obligatoire

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

ORGANISME CRÉANCIER
PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot 75011 Paris

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)

NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)

NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

Etabli. Codes Guichet N° de compte

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: J. Toublet
Service abonnement: 02 35 84 27 17
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: Hebdo 1 (Bernay).
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion N.M.P.P.

Manifestation des étudiants de Metz sur le pavé de Paris

LES ÉTUDIANTS DE METZ SONT en grève depuis vingt jours déjà, sans qu'aucune place ne leur soit accordée dans les médias, comme c'est également le cas pour les étudiants grévistes de Montpellier ou d'ailleurs. Ils dénoncent le manque de locaux, le surpeuplement des cours en amphî et des travaux dirigés, l'absence intolérable de certaines sections, et demandent la création de restos et campus universitaires, ainsi que la gratuité des transports entre les différents sites de la fac - complètement atomisée à Metz... Certains membres de l'équipe enseignante se sont également joints à cette grève et ajoutent aux réclamations de leurs élèves celles de l'augmentation du personnel IATOS et sa titularisation. À noter que ces revendications sont les mêmes à chaque grève étudiante, ce qui montre bien que les problèmes ne sont jamais résolus!

La grève et les efforts des étudiants de Metz n'ont abouti à aucun résultat, ni auprès du rectorat d'Académie ni auprès de la présidente de l'Université - dont ils réclament à juste titre la démission! C'est pourquoi ils ont organisé, le 13 mars dernier, une journée de manifestation à Paris, parvenant même à obtenir un train gratuit depuis Metz.

« La Sorbonne, avec nous! »

Les 1200 étudiants débarquant à Paris ont orienté leur manifestation vers la Sorbonne, souhaitant ainsi rallier à leur mouvement leurs « collègues » parisiens. Mais leurs espoirs ont été bien déçus! Les manifestants ont subi une réaction violente de la part des vigiles de la Sorbonne alors qu'ils entraient dans la cour. Les portes furent fermées derrière deux cents manifestants qui avaient réussi à rentrer, tandis qu'attendaient dans la rue le reste de la manif, étroitement surveillée par une horde de C.R.S. (le terme est, je vous jure, on ne peut plus approprié)!

Seconde déception: après avoir agité dans la Cour d'honneur les drapeaux de la CNT et quelques banderoles, les manifestants sont rentrés dans les amphîs pour distribuer des tracts, exposer leurs revendications, et demander aux étudiants parisiens de les suivre. Mais les malheureux Messins se sont heurtés à la mentalité pourrie de l'endroit. Voici quelques réflexions

recueillies au vol par l'auteur de ce texte qui a eu l'incommensurable chance d'être présent: « Il n'est pas normal, si c'est le bordel à Metz, de venir foutre le bordel à Paris! », « Nous on a envie de travailler! » (cela dit en passant, les étudiants de Metz aussi, c'est bien pourquoi ils s'étaient déplacés jusque là!), « Nous aussi, nous avons des problèmes à la Sorbonne, cela ne nous empêche pas de travailler » (l'auteur se permet une fois encore d'intervenir pour rectifier, en connaissance de cause, qu'il n'y a pas endroit plus privilégié que la Sorbonne), « C'est un problème qui concerne Metz, ils n'ont qu'à se débrouiller là-bas! » Ces derniers mots sont ceux d'un prof qui a déclaré avoir vécu mai 68, mais avoir constaté après coup que « ces débordements n'ont servi à rien. » Et à cause de qui? Justement à cause de cette sorte de gens qui ont converti leurs drapeaux révolutionnaires en étendards de bien-être et d'embourgeoisement à dégueuler!

Un bel exemple de solidarité...

Les étudiants messins ont été écoeûrés par ce manque de solidarité et par la connerie ambiante. Il faut dire que la Sorbonne a beaucoup changé depuis 30 ans: les étudiants sont dans leur grande majorité des moutons et des réactionnaires farouches,

depuis la petite bourgeoise catholique armée de son serre-tête en velours, jusqu'au jeune homme propre sur lui vénérant l'ordre, l'argent, et tout ce qui va avec!

Devant ce répugnant spectacle de la bête capitaliste incarnée, nous ne fûmes qu'une quinzaine à quitter la

Sorbonne (quand les portes furent enfin réouvertes!) pour suivre la manif jusqu'au ministère de l'Éducation nationale.

Au passage, il est dommage que ce merveilleux terme d'éducation ne signifie que respect de l'ordre établi, et ne prenne pas en compte l'ap-

prentissage de la liberté, de la faculté de penser par soi-même et de se révolter devant un système injuste qui ne donne pas à tous les mêmes chances de réussite! Une délégation d'étudiants venus de Metz fut reçue au ministère. Environ un quart

Des conclusions à tirer

Il y a à notre avis deux conclusions à tirer de cette aventure. La première, mais on le savait déjà, est que les politiciens ne sont toujours pas prêts à prendre en considération les problèmes sociaux, qu'il s'agisse de ceux des ouvriers, des paysans ou des étudiants. La seconde, et on le savait moins, est que ces mêmes politiciens sont parvenus depuis trente ans à créer une génération de gens amorphes, égoïstes, uniquement attachés à leur confort.

Cette génération (pour la majorité, pas pour la totalité heureusement! Ce genre de mentalité est surtout le fait d'une certaine classe sociale!) est vraiment à dégueuler, et il ne serait pas étonnant que, dans un avenir proche, tout sentiment révolutionnaire ou simplement contestataire s'éteigne.

Le vent qui souffle la flamme de sa propre liberté est chargé de menaces et risque d'aliéner la nature humaine. L'auteur de ce texte a profondément honte d'être de cette génération et de respirer le même air que ces Sorbonnards embourgeoisés, « empapaoutés de morgue et d'ennui » (1) - il avait déjà honte d'être français, que va-t-il donc lui rester? L'espoir, sans nul doute, en l'anarchie et en son souffle de liberté régénérateur et bienfaisant.

Fabrice, étudiant à la Sorbonne. - Claashaash
(1) Citations de Léo Ferré



Brèves de facs

Les assemblées générales se multiplient. Le Havre: une AG a regroupé 300 personnes et la grève est votée depuis le 22 mars. Nanterre regroupe 30 000 étudiant-e-s pour 20 000 places et se trouve à proximité de la fac privée de Pasqua. Une première AG a regroupé 200 personnes avec une forte présence policière. Saint-Denis: une AG est prévue cette semaine (trop tard pour le bouclage du ML); Caen: la grève est votée cette semaine; Nantes: la grève se maintient avec blocage de la fac (aussi bien aux étudiant-e-s qu'aux salarié-e-s), Toulouse: piquets de grèves...

Une première rencontre nationale (regroupant des universités du Havre, Nantes, Montpellier, Paris, Reims) s'est déroulée le vendredi 23 mars, avec un rassemblement de 1000 personnes devant le ministère. Rencontre qui aussi été l'occasion de réfléchir à une plate-forme: pour une augmentation conséquente du budget de l'aide sociale, pour la défense d'un véritable service public d'éducation, pour une véritable égalité (en particulier vis à vis des étudiant-es étranger-es)...

Le mouvement reste encore minoritaire, néanmoins il constitue des pôles anticapitalistes refusant la privatisation de l'enseignement, et ne souhaitant pas se contenter d'aménager cette privatisation par quelques « mesures ». Et malgré les risques d'essoufflement, faisons en sorte que ce mouvement ne soit pas un échec et que ces pôles de résistances puissent durer dans le temps.

Adeline. - groupe EA. Nantes

MONTPELLIER

Un mois de grève pour l'université Paul-Valéry

À L'HEURE ACTUELLE, LE MOUVEMENT, APRÈS UN MOIS d'existence, tend à perdre de la vitesse, toutefois l'assemblée générale des étudiants de lundi dernier, regroupant plus de 2000 étudiants, fut agitée. Cela s'explique par le fait que à la fin de la semaine précédente, la présidente, suite aux propositions des représentants du ministère, s'estimait satisfaite des miettes jetées par l'Éducation nationale et avait trouvé judicieux de dire que, puisqu'il y avait rallonge budgétaire, la crise n'avait plus lieu de perdurer. Afin de répondre à l'arrogance de la présidente, s'en est suivi l'occupation de la salle du conseil d'administration et des bureaux de la présidence. Face à cela, la présidente a décidé que, coûte que coûte, les piquets devait être dissous dès lundi matin, et ceci avec l'aide de certains IATOSS. Cependant, malgré une forte présence d'étudiant hostile aux piquets de

grève, dans les Assemblées générales, ceux-ci ont pu être reconduits jusqu'à la fin de la semaine, quant à la libération de la salle du conseil, elle s'est faite vendredi matin. Par ailleurs, le collectif des étudiants en grève a décidé d'envoyer une délégation à Paris, celle-ci était chargée dans un premier temps de rencontrer les délégations des autres facs en grève (Metz, Toulouse, Brest Nantes, Le Havre), puis après une manifestation qui devait se dérouler le vendredi d'aller au ministère afin de poser des revendications communes à toutes les facs. Cependant, le ministère n'a rien voulu savoir et a gardé ses portes fermées. La semaine qui vient laisse flotter dans l'air une odeur de fin de grève, et ceci malgré le non aboutissement des revendications posées par les grévistes.

Marc. - groupe « Un autre Futur » (Montpellier)

prentissage de la liberté, de la faculté de penser par soi-même et de se révolter devant un système injuste qui ne donne pas à tous les mêmes chances de réussite! Une délégation d'étudiants venus de Metz fut reçue au ministère. Environ un quart

Faits d'hiver La pauvreté est un concept de riche

D'après l'INSEE et l'édition 2000-2001 de sa traditionnelle étude sur les « revenus et le patrimoine des ménages », il y aurait actuellement en France, 7,3% des ménages (soit 4,2 millions d'individu-e-s) vivant en dessous du seuil de pauvreté (défini comme la moitié du niveau de vie médian des Français, soit 3500 F par mois pour une personne seule, 5250 F pour un couple, plus 1050 F par enfant de moins de quatorze ans). Ces chiffres n'auraient guère évolué depuis 1996 et le phénomène, aujourd'hui, toucherait principalement les jeunes de moins de 25 ans, les salariés peu qualifiés et les étrangers.

Est-il besoin de le préciser, ces chiffres (bien que largement sous-évalués mais démontrant néanmoins que la croissance économique ne profite pas à tout le monde et, pis, s'inscrit dans un processus d'accroissement des inégalités sociales) risquent de faire halluciner nos camarades sénégalais d'AUPEJ et d'ailleurs.

Chez eux, en effet, nos pauvres seraient assurément des riches.

Mais pauvres ou riches par rapport à quoi?

Par rapport à une logique de marchandisation qui conduit chacun et chacune, pour vivre et même survivre, à acheter et consommer? Ou par rapport à une logique qui consiste à mettre l'accent sur l'autonomie dans la production et de la consommation de ces essentiels; sur les sens des choses et de la vie plutôt que sur leur objectivation et leur mercantilisation?

Nos camarades africains ont choisi d'essayer de mettre en place des alternatives d'autonomies, d'égalité, d'autogestion, d'entraide... et c'est sans doute pour cela que leur mouvement touche des centaines de milliers de personnes et qu'ils se moquent parfois gentiment de nous en nous expliquant que la pauvreté est largement un concept de riche.

Dur, dur, pour une certaine critique du capitalisme axée sur seulement plus de...!

Jean-Marc Raynaud

Débattre sur l'unité du mouvement libertaire

Actuellement, un grand débat traverse le mouvement libertaire dans son ensemble, celui de l'unité. Il y a près d'un an, José María Olaizola de la CGT espagnole, lançait le texte « Pour l'unité internationale des libertaires ». Depuis, le débat rebondit, relayé par Alternative libertaire France et d'autres composantes, notamment la F.A. qui en a fait un sujet de débat interne. Des initiatives se développent : La Fédération anarchiste par l'intermédiaire du Secrétariat aux Relations extérieures, a commencé, depuis quelques semaines, à rencontrer et discuter avec d'autres organisations libertaires (AL, OCL, Réseau No Pasaran, etc.).

Pour alimenter le débat, Jean-Marc Raynaud et Babar, en leurs noms, ont sorti une brochure « Unité pour un mouvement libertaire ». Suite aux discussions liées à cette sortie, ainsi qu'au nombre de brochures vendues, il est certain que la question de l'unité est importante et dépasse les clivages. Enfin, la CGT espagnole enfonce le clou en lançant cette année un nouvel appel à l'unité. A l'heure où les idées libertaires refont surface, il apparaît indispensable de rassembler nos réflexions pour être une force porteuse d'initiatives et de projets. Un débat sur l'unité (et non pas l'unification), sur une coordination du mouvement libertaire, ne peut être que favorable à

l'ensemble des composantes du mouvement libertaire. Reste à savoir le comment, le pourquoi... Le débat est loin d'être clôt. En attendant, le Monde libertaire peut également être lieu de réflexions, d'échanges et de débats sur ce thème. Plus on en discutera et plus les débats internes pourront être fructueux. Pour ce numéro, le Monde libertaire l'appel qui fait suite à la brochure « Unité » et qui est repris dans une large partie par la presse libertaire. A suivre...

Jean-Pierre Levaray
Secrétariat aux Relations extérieures de la F.A.

Unité! - Appel pour un mouvement libertaire Le chemin se trace en marchant!

L'ARROGANCE D'UN capitalisme triomphant aujourd'hui mondialisé, l'implosion en vol des fausses espérances du « socialisme » autoritaire, les impasses gestionnaires des stratégies réformistes rose-vert... expliquent sans doute le retour en force des libertaires dans la nouvelle vague de contestation anticapitaliste qui émerge aux quatre coins de la planète. Au cœur de cette nouvelle vague, le courant libertaire irradie de ses valeurs l'ensemble des mouvements sociaux, tant du point de vue de sa critique radicale de l'exploitation, de la domination, de l'avant-gardisme, du capitalisme et de l'Etat... que de ses modes de fonctionnement démocratiques (assemblées générales souveraines, contrôle des délégations, action directe, désobéissance civile...).

Et pourtant, les libertaires (en tant que force politique cohérente) ne parviennent pas à peser de leur poids véritable sur le cours des événements et se retrouvent systématiquement à la remorque d'un confusionnisme pseudo-citoyen dont la réalité affichée est d'aménager l'accès sans toucher à l'essentiel de l'ordre capitaliste. Face à ce constat, d'évidentes questions s'imposent... Suffirait-il que les libertaires et leur penchant légendaire à l'éparpillement s'unissent en un large mouvement tout en gardant leurs spécificités particulières? Suffirait-il que les libertaires s'émancipent enfin de la mythologie nostalgique du grand soir et des barricades? Sans rien soustraire sur le fond, les libertaires oseront-ils ouvrir le chantier de l'urgente actualisation de leurs grands principes?

Suffirait-il que les libertaires aient la volonté de la mise en oeuvre d'une stratégie d'alliances avec tous les anti-autoritaires qui partagent l'essentiel de leurs aspirations et de faire un bout de chemin avec eux sur la voie d'une société libertaire pluraliste... A ces questions (et à bien d'autres), nous sommes quelques-un-e-s à vouloir donner des réponses collectives et novatrices, car nous préférons toujours le réel au fantasme, le rassemblement à l'éparpillement, l'union à la division, le mouvement aux rentes de situation, les dynamiques sociales aux dogmes mythiques, les alliances au repli sur soi, un présent possible à un futur incantatoire, la complexité du réel aux simplifications manichéennes... Libertaires en action, nous valorisons toujours ce qui nous est commun par rapport à ce qui nous

oppose car l'idéal libertaire est le seul qui vaille et qui mérite qu'on lui consacre le meilleur de soi-même! Alors, camarades qui faites vivre l'espérance libertaire au quotidien... Camarades d'ici et d'ailleurs, des syndicats et des organisations, des réseaux et des collectifs, des groupes et des coordinations, des alternatives de vie et des structures autogérées... Camarades qui encore hésitez aux frontières du mouvement... Qu'en pensez-vous? Le présent appel n'a pour seule ambition que de créer une dynamique collective qui permette de répondre clairement aux interrogations d'un futur possible. Son objectif n'est en aucun cas d'inciter à la désertion des structures existantes ou d'en créer une nouvelle. Il est de transcender, de dépasser les cloi-

sonnements hérités du passé et de renforcer la dynamique unitaire à laquelle aspirent de plus en plus de libertaires. Il se résume à mettre en valeur ce qui nous unit pour être enfin en capacité de peser sur le cours du réel social et politique. Nous, libertaires de cœur et de toutes origines, nous vous appelons à signer cet appel, individuellement et/ou collectivement. Nous vous appelons à le mettre en actes en créant partout où cela est possible des collectifs « Pour un mouvement libertaire » avec toutes celles et tous ceux qui veulent faire de l'anarchisme social un projet de société crédible et ouvert sur notre époque.

Initiative pour la tenue des états-généraux du Mouvement libertaire
fax 05.46.76.82.60 -
libertaire@swing.be
BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles, Belgique

premiers signataires

ANDRE Edgard (Professeur honoraire, Université de Mons-Hainaut)
ARCAS Juan (Bruxelles) AUZIAS Claire (écrivain, Paris) AYARD Elisabeth (CNT-F et FA, Vannes) BA ASSANE (Association Enfant Solidarité, Dakar) BAALI (Montréal) BAILLARGEON Norman (Université du Québec, Montréal) BANET Manuel (Portugal) BAR Jean-Marie (Centre Libertaire, Bruxelles) BEISSER Anne-Marie (Fédération Anarchiste francophone, Bruxelles) BEKAERT Xavier (Groupe Alliance Libertaire, FA, Bruxelles) BEKAERT Daniel (La Mauvaise Herbe, Bruxelles) BELLOGE Agnès (SCALP - Réseau No Pasaran, Nantes) BENATTRE Régis (St-Céré, Lot) BERENGUER Sara (Mujeres Libres, Béziers) BERRIER Jean-Christophe (Réseau No Pasaran, Tours) BESANCONOT Thierry (enseignant, Paris) BEZENCON Claude (Organisation Socialiste Libertaire, Suisse) BLAISE Jacques (journal Alternative Libertaire, FA, Bruxelles) BLANDIN Philippe (Paris) BLOY Marc (France) BLUSZEZ Fabrice (journaliste, Chartres) BRONCHAL Fernando (Label "On à fait", Gironde) BOINO Paul (Fédération Anarchiste francophone, Lyon) BOITEL Guillaume (Fédération Anarchiste, Strasbourg) BOSAL Laurent (Fédération Anarchiste, Strasbourg) BOUCHAIN Laurent (The Gogol Experience Theater, Belgique) BOULVIN Jacques (Groupe Maragole, Luxembourg) BRICMONT Jean (Professeur à l'UCL, co-auteur des "Impostures intellectuelles", Bruxelles) BUELINCKX Erik (anarchiste tout-court toujours, Brussel) BULLIARD Bernard (journaliste-chômeur, syndicaliste CGT en Creuse) CABANEL Jean-Charles (France) CALMUS Marie-Claire (écrivaine, Paris) CANDEBAT François (Groupe Cllaaaaash, FA, Paris). CANONNE Jean-Charles (Syndicat du bâtiment, CNT-F, Rennes) CARO Jean-Pierre (La Harmoye) CHARLET Jean-Marc (Quark Libre, Bruxelles) CHARRON Philippe (Groupe Bakounine de la FA, Grèce) CHAUVIN Anne (Albi) CHOMSKY Noam (écrivain, linguiste, USA) CLAIRAT Olivier (Fédération Anarchiste, CNT-F, Charente Maritime) COCHARD Baptiste (Bob Marley de Trevaux, Suisse) COLÉ Pascal (Le Libertaire, Le Havre) CORNILL Philippe (Groupe Soleil Noir, Mons) COURTIN Jean (Centre Libertaire, Bruxelles) DARAQUY Bruno (Fédération Anarchiste, Périgueux) DAVY Ivan (Éditeur, Vauchreétin, 49) DEBLICQUY Roger (Groupe Le Noir Lombrie, Péruwèz) DELCROIX Michèle (libertaire à Colfontaine, Hainaut) DELOR Samuel (Fédération Anarchiste francophone, Lyon) DIBOT François (Parthenay) DIEDERICH Dirk (electron libre, Bruxelles) DUBOIS Guy (libertaire à Colfontaine, Hainaut) FELDSTEIN Patrick (Organisation Communiste Libertaire, Caen) FELLOU Alain (Association El Segadores, Méandre) FEVRE Lucile (Alternative Libertaire France, Clermont-Ferrand) FORT-VALLES Marie (Confédération Paysanne, Creuse) FUÉG Jean François (Bruxelles) GAMBARAZA Marc (Fédération Anarchiste, groupe de Bry-sur-Marne) GANDINI Jean-Jacques (Montpellier) GANDOLFO Ludovic (CNT-F, Toulouse) GARRIGUE Antoine (Fédération Anarchiste francophone, Rambouillet) GAULT Jean-Pierre (Fédération Anarchiste, Paris) GAUTHERON Frédéric (Besançon) GAUTHIER Patrick

(Fédération Anarchiste, Liaison Corbeil-Essonnes) GIBERT Grégory (Subsociety, Fédération Anarchiste, Rennes) GLADIATOR Jimmy (Au libre Olibrius, Hôtel Oustiti, Houilles) GOMEZ Jean (Alternative Libertaire France, Clermont-Ferrand) GOMEZ Martine (Alternative Libertaire France, Clermont-Ferrand) GORIN Olivier (Lyon) GOTTRAUX Philippe (Organisation Socialiste Libertaire, Lausanne) GRANIER Jean (anariste peintre, Paris) GROLIER Bernard (Fédération Anarchiste francophone, Charente Maritime) GRUPE Alliance Libertaire de la Fédération Anarchiste (Bruxelles) GROUPE Bakounine de la Fédération Anarchiste (Charente Maritime) GROUPE Proudhon de la Fédération Anarchiste (Besançon) GROUPE SCALP - No Pasaran (La Rochelle) GUNLAUGSSON Stefan (Alternative Libertaire, Groupe Anarqueuse, Liège) HACHET David (infirmier, Paris) HALDIMANN Mark (FORUM/OSL, Bienne, Suisse) HAMEL Florence (Subsociety, Fédération Anarchiste, Rennes) HAMEL Francis-Emmanuel (Comité d'action politique du CEGEP Edouard-Montpetit, Montréal) HUITEL Françoise (Fédération Anarchiste, Charente Maritime) HUITEL Patrick (Fédération Anarchiste, Charente Maritime) KLEIN Patrice (Centre Ascaso-Durruti, Montpellier) KOEHLIN Daniel (Rouillon) ISSORAT Melissa (Petit-bourg Tabanon, Guadeloupe) IVY (auteur-compositeur-interprète, Montréal, Québec) JASKULA Oldrik (CNT/AIT, Lille) JEAN Gilbert (Vivre Au Présent, Montpellier) JENDENAND Astrid (Fédération Anarchiste francophone, Ariège) LACROIX Bernadette (Ecole libertaire Bonaventure, Orléans) LAFLEUR Sylvie (Fédération Anarchiste, Périgueux) LANGLOIS Michel (CNT-F, La Rochelle) LAURENT Philippe (Réseau No Pasaran, naoned, Nantes) LAVEIX Francis (Ecole Emancipée, Royère de Vassivière) LEBEUZE Gile (Organisation Communiste Libertaire - Nantes) LEBOUANGER Patrice (Fédération Anarchiste, C.N.T.-F, Pyrénées-Atlantiques) LECLERCQ André (Léandre, Groupe Soleil Noir, Mons) LE GIGAN Yann (Syndicat de la communication, CNT-F, Paris) LENOIR Hugues (Fédération Anarchiste, CNT-F, Paris) LESAGE DE LA HAYE Jacques (Fédération Anarchiste, Paris) LESTRAT Dominique (Fédération Anarchiste francophone, Merlieux) LEVARY Jean-Pierre (On a fait, Fédération Anarchiste, Rouen) LETELLIER Nicole (Groupe Bakounine de la FA, La Rochelle) LHOMME Emmanuel (http://anarchie.en.france.free.fr) L'HUISIER Alain (Association "Ondes Sans Frontières", Paris) LIVROZET Serge (écrivain, Paris) LORAILLER Wilfried (lycéen, http://www.changez-le-monde.fr.st, Paris) LORNE Gérard (Groupe Los Solidarios, St-Girons, Ariège) MALLET-CAMPION Franck (Cannes) MACHESSEAU François (FA, CNT-F, Charente Maritime) MARDUEL Anicée (Fédération Anarchiste Francophone, Lyon) MARIN Valérie (CNT Education 78, Maisons-Laffitte) MARQUET Alain (Les Verts, Genève, Suisse) MATOPE (Groupe Los Solidarios, Bordeaux) MAURICE Danielle (Fédération Anarchiste francophone, Villeurbanne) MELGAR Floréal (Paris) MEURIS

Christian (Groupe Anarqueuse, Liège) MOERDIJCK Donald (professeur retraité de l'Ecole Normale Supérieure, Paris) MORALES Thierry (Strasbourg) MOULIN Philippe (Jacou) NANTET Corinne (Condat-sur-Tricot) NEGRELL Michel (Mèze) NEWELL Priscilla (Fédération Anarchiste, Lyon) NICAUD Lionel (CNT-F, CIRA, Savigny-sur-Orge) NOËL Roger dit Babar (Fédération Anarchiste francophone, Bruxelles) PAILHES Etienne (Bruxelles) PATILLON Christophe dit Patsy (émission "Le Monde comme il va", Nantes) PAULET Marie-Jo (CERC, Dun le Paléste) PEDRAZZA Aristides (Organisation Socialiste Libertaire, Lausanne) PELLETIER Philippe (Fédération Anarchiste, Saint-Etienne) PERIER Jean Pierre (sociologue, Montpellier) PETIT Alain (Fédération Anarchiste, Creuse) PETIT Jean-Christophe (Alternative Libertaire France, Rennes) PIERRE Kevin (SCALP - No Pasaran, La Rochelle) PIESTRE Alain (Paris) PIRA Maxime (FA et CNT-F, Metz) POHLER Henri (Alternative Libertaire France, 22) PORTIER Henri (Mouvement Freinet, CIRA, Marseille) PREUX Thérèse (Ecole libertaire Bonaventure, Orléans) PREVOST Pascal (Valenciennes) QUERON David (Fédération Anarchiste, Charente Maritime) RAGON Michel (écrivain, Paris) RAPPE David (Groupe Kronstad, Fédération Anarchiste, Lyon) RAUSA Jacinthe (Mèze) RAYNAUD Jean-Marc (Fédération Anarchiste, CNT-F, Charente Maritime) REGLAT Bernard (Groupe BASTA, Toulouse) RENARD Thierry (Alternative Libertaire France, Paris) RETORRE Danielle (ACI, Angers) RIBES Didier (Fédération Anarchiste, Charente Maritime) ROBERT Jean-Philippe (Alternative Libertaire France, Clermont-Ferrand) ROBEYNS Vincent (Liège) ROSILLI Ninon (Syndicat CGT des correcteurs, Paris) ROUBIER Jean-Luc (CNT-F, Paris) ROULIN Philippe (Fédération Anarchiste, Paris) RUDLOFF Alexandre (Fédération Anarchiste, Strasbourg) SAMAIN Pascal (écrivain, Mons, Belgique) SAMY (SCALP, Amiens) SANTT Olivier (Fédération Anarchiste, Clermont-Ferrand) SCHPHORST Bruno (Fédération Anarchiste, Vannes) SERVANTIE Pierre (Condat-sur-Tricot) SÉVIGNY Marcel (Editions Ecosociété, Montréal) SOMVONGS Didier (Groupe artistico-politique "Ensemble Vide", Pont-Aven) SPADONI Patrice (Alternative Libertaire France, Paris) STEVENS Annick (Ecole libertaire La Musette, Mèze) STRAGIER Anne-Marie (La Mauvaise Herbe, Nivelles) TAFELMACHER Christophe (Organisation Socialiste Libertaire, Lausanne) THEVENET Jean-Paul (Cognin 73) THIRIOT Franck (Groupe Los Solidarios, Paris) TIXIER Vincent (Fédération Anarchiste francophone, Als) TOUBLET Jacky (Fédération Anarchiste, CNT-F, Paris) UYTTERSPOOT Bruno (Bruxelles) VANDEALE Luc (Bruxelles) VANDEKERCKHOVE (publiciste, Bredene) VAUTIER Guillaume (Fédération Anarchiste, Dijon) VERONISE Alain (Sociologue, Gentilly) VERTENOËL Christian (Cerise, libertaire en Borinage) VIGNEAU Pierre (Fédération Anarchiste, Tours) VINCIANNEI Sylvie (Belgique) WILVERYS Fabrice (Groupe Alliance Libertaire, FA, Bruxelles) WURBEL Eric (Marseille).

Vite fait... Les sages-femmes dans la rue

■ **Maintien de la paix et (discrète) épuration ethnique. L'armée macédonienne** a bombardé plusieurs villages albanophones, officiellement pour obliger l'UCK (armée de libération albanaise) à quitter son territoire. Résultat : l'UCK est toujours là, plus de 150 civils ont été blessés ou tués... quant aux survivants, ils ont bien sûr préféré se réfugier au Kosovo.

■ Qui sème la colère, récolte la guerre. Le ministre du Logement israélien a annoncé qu'une **nouvelle colonie** de 6000 logements allait être construite sur le territoire palestinien au sud de Jérusalem.

■ Seule la lutte paie. A l'appel des 7 fédérations de la **fonction publique** des dizaines de milliers de fonctionnaires ont manifesté jeudi 22 mars pour exiger des hausses de salaire.

■ Selon le Centre d'Information des Viandes, les achats de **boeufs** auraient chuté de 30 % entre le 30 octobre 2000 et le 21 janvier 2001. On se demande vraiment pourquoi.

■ Le géant américain **Procter et Gamble** (Couches-culottes, lessives, ...) va supprimer 9600 emplois dans le monde, ce qui s'ajoutent à 7800 précédemment annoncées, soit une compression d'effectifs de 16%.

■ La cour d'appel de Montpellier a rendu son verdict dans l'affaire de démontage du Mac Merde de **Millau**. Bové est condamné à trois mois de prison ferme. Il s'est pourvu en cassation et appelle à de nouvelles manifestations. On y sera.

■ Soutien. A l'occasion de la réunion du CA de l'UNEDIC, la CGT Chômeurs appelle à une **journée nationale d'actions** le mercredi 28 mars pour dire non à la nouvelle convention d'assurance chômage et réclamer un système unique d'indemnisation des chômeurs.

■ Selon le gouvernement de sa gracieuse majesté, la **Grande-Bretagne** ne compterait plus que 996200 chômeurs. En revanche, selon l'Organisation Internationale du Travail, qui n'est pourtant pas particulièrement coulant dans ses méthodes de calcul, les chômeurs britanniques seraient en réalité 1 535 000.

■ **Nigeria**. Après avoir reçu 80 coups de badine pour avoir bu de l'alcool, Umaru Buhé a sorti de sa poche une flasque de whisky, l'a brandie sous le nez du juge et lui a dit qu'il allait boire son contenu, que le lendemain il boirait aussi, les jours suivants de même et que le tribunal islamique pouvait le condamner chaque fois, il ne renoncera jamais à faire ce qu'il voulait. Levons notre verre au courage de cet homme libre.

... bien fait

Envoyez vos brèves à monsieur.pol@wanadoo.fr

LES SAGES-FEMMES NE SONT PLUS SI SAGES. EN effet, elles sont en grève pour une durée illimitée. Cette mobilisation nationale touche tous les secteurs (public, privé et libéral). Vendredi 23 mars, à Lyon, elles étaient quelques centaines à réclamer une revalorisation de leur statut : la reconnaissance bac+4 du diplôme universitaire, une véritable reconnaissance de leurs compétences et responsabilités médicales, une revalorisation des salaires et une augmentation du nombre de sages-femmes formées.

« profession médicale, pas seulement au tribunal »

Les sages-femmes ont un statut médical (comme les dentistes et les médecins). Elles ont la responsabilité de leurs diagnostics et des traitements qu'elles mettent en place lors de la grossesse, de l'accouchement ou des suites-de-couche. Ainsi, de plus en plus de sages-femmes sont condamnées au tribunal au même titre que le médecin, mais les salaires ne suivent pas (8500 F net par mois en moyenne pour une sage-femme du privé en début de carrière). De plus la charge de travail tend à s'accroître avec les restructurations en cours. On ferme les petites maternités pour des raisons de prétendue sécurité, et on surcharge certains hôpitaux dits plus performants mais sans augmenter le nombre de sages-femmes ou autre personnel. Sans parler de la mise en place des 35 heures qui se fait bien souvent sans augmenter le nombre de soignants (et ceci est valable pour tout le personnel des hôpitaux quelle que soit sa catégo-

rie). Dans ces conditions on ne peut pas dire que la sécurité de la patiente s'améliore et on passe parfois au bord de l'accident dans des hôpitaux plus que surchargés. Ainsi nous dit une sage-femme « il devient parfois très compliqué de muter une patiente ou un bébé dans un autre hôpital quand nos services débordent déjà. Ainsi il arrive qu'une femme accouchant à Lyon, voit son enfant partir pour un service de néonatalogie

de Saint-Etienne par exemple. Comment voulez-vous faire un travail correct dans ces conditions ? »

« Cigognes oui, pigeons non »

Actuellement, les sages-femmes coûtent largement moins cher qu'un médecin obstétricien et endossent les mêmes responsabilités. De plus, elles pourraient à l'avenir devoir pallier à la suppression de la spécialité de gynécologue, en projet. Et tout cela bien sûr sans aucune modification prévue pour leurs salaires ou leur statut. Mais les sages-femmes ne comptent pas se laisser faire.

La délégation de sages-femmes qui a été reçue à Paris le 20 mars par Bernard Kouchner, ministre délégué à la Santé n'a rien obtenu. Dix sages-femmes ont été reçues à Lyon le 23 mars à Lyon, à suivre... Cependant, monsieur Kouchner leur a déjà déclaré dans la matinée qu'il n'y avait pas d'argent pour l'augmentation de leurs salaires.

C'est drôle comme l'argent est disponible pour certaines choses (un porte-avions par exemple ou l'organisation du G7 à Lyon...) et pas pour d'autres (santé, éducation...). Il faut croire que certains choix politiques sont faits. Apparemment la vie et la santé de chacun n'a pas une si grande importance pour la classe dirigeante. Il serait temps que les choses changent et que nous prenions en main ces choix qui nous concernent tous. En attendant, continuons le combat : « nous n'aurons que ce que nous prendrons ».

Céline... groupe Kronstadt (Lyon)



Mobilisation à Perpignan

La justice s'acharne sur les sans-papiers

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE À Perpignan, partie prenante du Comité de soutien à M. Abbès Chenaïf, s'élève avec véhémence contre la situation qui est faite à cette personne aux seuls motifs de « défaut de présentation de documents d'identité ».

Seul l'acharnement zélé et dénué de toute humanité des services chargés de la Police et de la Justice peut expliquer que Monsieur Chenaïf ait pu passer depuis 1992, six années et sept mois de sa vie derrière les barreaux...

Seul l'entêtement et la froide interprétation de textes, fort discutables au demeurant, ont conduit le ministère de l'Intérieur à rejeter la requête de l'avocat de M. Chenaïf : lui accorder une assignation à résidence afin de pouvoir, à la suite, demander de relèvement de l'interdiction de trois années qui le frappe.

Nous vous invitons à parcourir avec nous le périple de ces huit dernières années qui ont conduit, au quotidien, M. Chenaïf de centre de rétention en geôle et de geôle en centre de rétention, au gré de condamnations bien éloignées de tout esprit « humaniste » et des « valeurs » souvent vantées par la gauche plurielle.

Rappel

Monsieur Abbès Chenaïf est né le 4 novembre 1962 en Algérie. Il arrive pour la première fois en France en 1989, avec passeport et visa.

1992
Première arrestation et première condamnation le 24 novembre par le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Thionville à huit mois de prison avec

une Interdiction du Territoire français (ITF) de 3 ans. Article 27

1993
Arrêté à Perpignan, il arrive au Centre de Rétention de Rivesaltes le 19 novembre. À sa sortie du Centre il est arrêté puis condamné le 8 décembre à six mois de prison avec une ITF de 3 ans par le tribunal de Perpignan. Article 27

1994
Lors de sa sortie de prison il est arrêté et condamné par le TGI de Perpignan le 20 mai à six mois de prison avec une ITF de 3 ans. Article 27

Arrêté et condamné à nouveau par le TGI de Perpignan le 16 décembre pour vol simple (un appareil de radio) et pour défaut de présentation de documents d'identité (et donc pour séjour irrégulier) à dix mois de prison avec une ITF de 3 ans. Article 27

1995
Sorti de prison le 24 juillet 95, il est encore arrêté et conduit au Centre de Rivesaltes le 6 septembre. De là il est transféré au Centre de rétention de Sète le 8 septembre, d'où il sera libéré.

1996
Arrêté d'une nouvelle fois, il arrive au Centre de Rivesaltes le 4 mars, il est libéré une semaine plus tard, le 11 mars.

Arrêté, toujours, il est conduit au Centre de Rivesaltes le 24 juin. Il passe devant le TGI de Perpignan qui le condamne, le 1er juillet, à une année de prison assortie d'une ITF de 3 ans. Article 27

1997
Il quitte la prison le 31 janvier 97. Il est arrêté et est conduit au Centre de Rivesaltes le 10 septembre. Il quitte le centre 10 jour plus tard, le 19 sep-

tembre, pour être incarcéré puis condamné par le TGI de Perpignan, le 22 septembre, à quinze mois de prison, condamnation toujours assortie d'une ITF de 3 ans. Article 27.

1998
Arrêté et condamné le 7 octobre à une année de prison par le T.G.I de Perpignan avec une ITF de 3 ans. Article 27.

1999
Condamné en octobre 1998 et sa peine accomplie à la prison de Ville-neuve-les-Maguelone où il a été transféré, (Mme Bretton de la CIMADE y rencontrera M. Chenaïf à deux reprises), il est immédiatement repris à sa sortie, le 7 juillet.

Après un mois de prison préventive, il est encore condamné le 11 août par le TGI de Montpellier cette fois, à huit mois de prison avec une ITF de 3 ans. Article 27.

2000
Il sort de prison le 3 janvier pour être arrêté immédiatement et présenté au parquet, qui le convoque au TGI de Montpellier pour le 18 février.

Il s'y présente spontanément avec ses effets personnels. Il est accompagné de quelques membres de son comité de soutien. Le TGI de Montpellier, jugeant son parcours hors du commun, le condamne à trois mois avec sursis et dix-huit mois de mise à l'épreuve.

Ce temps il devra le consacrer à faire la preuve de sa bonne foi, à savoir, faire la preuve qu'il est bien né à la date qu'il a indiquée et qu'il est bien né en Algérie.

Mars 2001
Le ministère de l'Intérieur vient de faire savoir que la requête en assignation à résidence posée par l'avocat de

M. Chenaïf (afin de pouvoir demander le relèvement de l'interdiction de trois années qui le frappe), était rejetée au motif de trouble à l'ordre public...

Un périple chaotique, kafkaïen à plus d'un titre, un périple où l'injustice le dispute constamment au manque d'humanité.

Depuis février 2000, Monsieur Chenaïf, dans le cadre judiciaire, est suivi par les services du Comité de probation des Pyrénées orientales, SANS PROBLEME...

Depuis cette date il travaille à titre bénévole dans une association caritative, SANS PROBLEME...

Depuis cette date il menait une vie à peu près « normale », SANS PROBLEME...

Les autorités n'y voient que TROUBLE A L'ORDRE PUBLIC!

Nous vous appelons à faire entendre, individuellement et/ou collectivement, votre voix afin de dénoncer les méthodes dictatoriales employées en la circonstance.

Monsieur Chenaïf doit pouvoir vivre et résider à Perpignan, avec des papiers et SANS PROBLEME!

À Perpignan la riposte ne s'est pas faite attendre et dès hier, jeudi 22 mars, une conférence de presse s'est tenue dans la rue, devant le lieu historique de la lutte des sans-papiers, en présence d'une quarantaine de personnes, avant d'aller crier notre mécontentement devant la préfecture.

La presse nationale a été alertée... D'autres actions sont prévues...

Nous le répétons, M. Chenaïf doit maintenant pouvoir vivre librement à Perpignan et basta!

groupe Piv Antich (Perpignan)

Bush succède à Clinton La politique de la matraque continue !

A PRES UN SCÉNARIO électoral digne d'une « république bananière » de 270 millions d'habitants, George Bush a pris ses fonctions de président des États-Unis le samedi 20 janvier dernier.

Les États-Unis étaient déjà caractérisés par un racisme structurel présent y compris dans les enquêtes sociologiques officielles, par une exclusion et surtout une précarisation massive d'un grand nombre d'individus, un capitalisme triomphant, un impérialisme et un militarisme arrogants, une politique d'attaques systématiques sur les conditions des classes sociales les plus défavorisées du pays, un racisme omniprésent, un accès inexistant ou défaillant à la santé, au logement pour certains, la très grande faiblesse des droits syndicaux et la répression des luttes sociales, la gestion de la misère par l'enfermement, par un système carcéral devenu une formidable institution de profit : trois millions d'américains sont actuellement en taule et 5,1 millions (appartenant essentiellement à des « minorités ethniques ») sont sous contrôle judiciaire.

Mais avec George W. Bush, cette situation risque fort de devenir encore plus préoccupante... Celui-ci n'est en effet pas réputé pour sa compassion envers la situation d'un prolétariat américain invisibilisé, ghettoisé...

Politique réactionnaire

Parmi les mesures mises en places immédiatement par le nouveau cabinet, on retrouve l'ensemble des tendances caractérisant une politique réactionnaire, clérical, antisociale.

À peine arrivé au pouvoir, Bush s'en prend violemment au droit à la contraception et à l'avortement : il promulgue une ordonnance interdisant toute subvention fédérale aux ONG qui fournissent une aide en planning familial à l'étranger (essentiellement dans le tiers monde) si leurs programmes proposent l'IVG ou des consultations sur l'avortement. Le porte-parole de la maison blanche affirmera même que « le prési-

dent n'est pas d'avis que l'argent du contribuable doit servir à financer des avortements ». En plus de cela, Bush nomme au poste d'Attorney général (équivalent approximatif du ministère de la Justice) John Ashcroft, représentant de la droite religieuse. Or, celui-ci, lorsqu'il siègeait au Sénat, avait proposé un amendement constitutionnel visant à interdire l'avortement, y compris en cas de viol ou d'inceste. Plus encore, le secrétaire à la santé, Tommy Thompson, a indiqué que le statut de la pilule du lendemain RU-486, autorisée aux États-Unis, pourrait être reconsidéré. Cette succession d'attaques sur le droit à l'avortement n'est que le pendant de l'idéologie réactionnaire, autoritaire et patriarcale qui anime le nouveau gouvernement. Celle-ci prétend dénier aux femmes le droit de choisir, les infantilise au nom de la morale religieuse pour mieux pérenniser un rapport de domination permanent.

La solidarité, pas la charité !

Bush a également fait le jeu d'un cléricalisme triomphant, en prévoyant de déléguer une part de ce qui relevait auparavant des activités sociales de l'État aux institutions religieuses en leur ouvrant les financements fédéraux, c'est-à-dire de sous-traiter aux « armées de la compassion » (telles qu'il les appelle) l'aide aux défavorisés, la

« rédemption » (sic!) des drogués ou la lutte contre la délinquance juvénile à travers une approche « spirituelle » ouverte à tous les cultes.

Il s'agit selon lui, « d'identifier et d'enlever les barrières sans objet qui bloquent le travail héroïque des groupes fondés sur la foi ». Ce sont donc des sommes considérables qui seront distribuées à des institutions religieuses, qui ont déjà pour but essentiel le prosélytisme. L'attaque est double : elle institue un financement par l'État des corbeaux de tout genre et de tout poil, ce qui permettrait de renforcer le poids social de ces fossoyeurs de la raison et de ces garants du droit d'exploiter en rond du capitalisme. Parallèlement, et c'est là que le bât blesse également, elle substitue à la notion de solidarité sociale (bien qu'instituée de façon autoritaire et détournée par l'État) celle de charité bienveillante.

La misère devient encore plus le fond de commerce religieux qu'elle avait déjà tendance à être. Si les curés et autres gourous se bouffent entre eux pour savoir qui retirera la meilleure part du gâteau, la mesure représente un pain béni pour ceux-ci : ils confortent l'image « sociale » et surtout charitable qu'ils mettent tant en avant, mais n'ont pas à en assumer les frais et peuvent même espérer facilement récupérer aux passages une partie des sommes pour financer leurs activités spécifiquement religieuses, et un grand nombre de



nouveaux « fidèles » à pressurer. Nul doute que cette politique de gestion de la misère, alliée d'autre part avec une répression, une criminalisation et un enfermement quasi systématique de toute contestation radicale et anticapitaliste de la société, comme de toute révolte trouvant parfois son exutoire dans l'illégalité de survie (vols, etc.), laisse peu de place à la possibilité pour les personnes exploitées de prendre conscience des racines et des causes objectives de leurs problèmes (le capitalisme, la religion, le patriarcat) et de s'organiser pour le remettre en cause. Nul besoin de préciser que la politique de Bush comme celle de Clinton, c'est celle de la matraque, de la tolérance zéro...

Violence d'État

C'est également celle d'un support inconditionnel à la peine de mort, émaillé de déclarations qui laissent bien peu d'espoir de règlement positif aux grandes erreurs judiciaires américaines

de notre temps que sont Mumia Abu Jamal, Léonard Pelletier et tant d'autres, et qui renforce la pseudo-légitimité de la violence d'État...

C'est celle d'une politique internationale agressive qui débouche sur le bombardement des populations d'Irak déjà soumises à un embargo qui ne fait qu'enrichir et renforcer le régime en place de Saddam Hussein.

C'est celle d'un mépris ouvert pour les questions environnementales avec le refus de maîtriser les émissions de gaz des centrales thermiques et de l'industrie.

Mais l'espoir réside en ce mouvement social qui se développe avec une vigueur certaine depuis Seattle, au sein duquel les anarchistes américains occupent une place non négligeable, tant par leur présence que par la diffusion de leurs idées anti-autoritaires et leurs méthodes de lutte. C'est cette Amérique-là, celle des pauvres, des classes opprimées de ceux qui s'organisent et se révoltent qui est la nôtre...

Sam. - groupe Durruti (Lyon)

Communiqué

Le comité de relation de l'Internationale des Fédérations Anarchistes réuni à Montpellier les 17 et 18 mars 2001 tient à apporter son soutien aux 18 kurdes en grève de la faim à Montpellier. Avec eux nous exigeons que l'État français règle leur situation administrative sur le sol français.

Partout en Europe, les États mettent en place des politiques anti-immigrés qui ont pour effet de placer une partie de la population dans une situation de non droit et de permettre une surexploitation des travailleurs immigrés.

L'IFA condamne la mise en place de ces politiques et réaffirme le droit de chacun à circuler librement et à résider où bon lui semble.

Internationale des Fédérations anarchistes

Solidarité contre la guerre en Tchétchénie : l'action continue

EN FÉVRIER 2000, QUAND, NOUS (LE COLLECTIF DE LA bibliothèque Victor Serge (le centre « Praxis ») et la rédaction du journal « Tchelovetchnost ») avons commencé la campagne « Solidarité contre la guerre », la guerre en Tchétchénie semblait être approuvée par presque toute la société russe. Pourtant nous avons décidé d'agir. Il n'y avait pas d'autres choix : si les principes de liberté, de dignité humaine et de fraternité internationale ne sont pas quantité négligeable, alors ils exigent l'action.

Notre but était non seulement de dire notre désapprobation contre ce qui se passe actuellement en Tchétchénie - ces derniers temps le prix des mots a tellement baissé que seuls, ils ne peuvent presque rien changer. La contestation doit revenir à des formes concrètes matérielles. Il ne faut pas se borner à des raisonnements et du « révolutionnarisme » dans de petits cercles. Aux crimes des politiciens et des militaires, aux atrocités belligérantes des deux cotés, aux torrents de mensonges officiels nous sommes à même d'opposer la solidarité avec ceux qui souffrent de la guerre et de l'occupation. Nous sommes à même de leur prêter secours à travers les milliers de kilomètres, les barrières de langage et de religion et le mur d'une indifférence presque totale qui nous séparent. Parce que le malheur de ces gens, la tragédie de notre pays sont devenus notre malheur, notre tragédie. Parce que nos enfants nous demanderont quand ils seront grands : « Comment avez-vous

permis ça ? » « Pourquoi n'avez-vous rien fait ? » Parce que les mêmes enfants dans les zones de combat et dans les camps de réfugiés sont privés de maison, d'enfance, de bonheur. Parce que garder le silence, c'est porter la responsabilité de tout ce qui se passe. Et les hésitants disent que la solidarité, c'est tellement peu, que la bonne volonté d'en bas n'arrête pas les tanks. L'aide mutuelle solidaire est la seule réponse digne à la guerre dans les circonstances actuelles. Et c'est pourquoi conformément à notre position déclarée, nous avons organisé la collecte d'une aide humanitaire pour les victimes de la guerre en Tchétchénie.

La solidarité doit être plus forte que les bombes

Comment notre campagne a-t-elle commencé ? Le petit local de la bibliothèque V. Serge, des tracts photocopiés, des réunions de la rédaction de « Tchelovetchnost », des lettres partout dans le pays et dans le monde, des appels téléphoniques, la participation aux piquets de grève antimilitaristes, des rencontres avec ceux qui sont comme nous contre la guerre, avec des Russes et des Tchétchènes. L'analyse de l'expérience de pareilles campagnes organisées par les internationalistes étrangers pour l'ex-Yougoslavie. Les messages d'appui de loin. Et les gens qui apportent des vêtements, des

livres, des ustensiles de ménage. Des gens qui ne sont pas indifférents à ce qui arrive...

Non seulement les amis de la bibliothèque et du journal, les socialistes et les anarchistes ont répondu à notre initiative. Il y en a eu beaucoup d'autres. La vieille dame qui a apporté une jolie robe jamais portée. Les gars de Patrozavodsk lointain qui ont ramassé dans leur ville deux grands sacs de vêtements et les ont amenés à Moscou. L'écolier de six ans qui a donné des jouets et un livre de conte. Les élèves d'une école de Moscou qui ont ramassé une vingtaine de boîtes d'aide alimentaire... Il est impossible de nommer tous les faits, mais nous n'oublierons jamais ces rencontres. Ça veut dire qu'il existe des gens qui sont prêts à accorder une aide à leurs compagnons lointains. Ça veut dire que les attentats et les bombardements n'ont pas tué l'humanité dans le cœur des hommes et des femmes. Que la solidarité est plus forte que les bombes et les engins.

Au cours de notre action, ont été ramassées plus de 80 boîtes d'aide humanitaire - des vêtements - des chaussures et d'autres choses dont les gens souffrant de la guerre ont tellement besoin. L'aide a été transportée à Grozny par l'ONG tchétchène « Berkat ».

Merci à tous ! Notre action continue.

Julia Gousséva

Fax de la bibliothèque 7-095-292-65-11 Box 385

« Nous allons montrer que le PCF a entendu le message »

L'Humanité du 23 mars 2001

LES DERNIÈRES ÉLECTIONS municipales nous ont apporté quelques surprises. La poussée des Verts en est une parmi d'autres. Ils réussissent à faire une percée significative dans l'électorat. Voilà un phénomène intéressant : avec un appareil militant modeste, voire discret, on peut revendiquer une forte influence dans la population et des postes ministériels plus nombreux. Sur le terrain, les propositions n'ont en effet rien de révolutionnaire, ni même d'alternatif. Mais les Verts récoltent les fruits d'une stratégie électorale mise en place il y a maintenant des années. Une stratégie qui a largement bénéficié des différents effets dioxine, fièvre aphteuse, marée noire, vache folle. Des problèmes qui marquent l'ensemble de la population et qui leurs ont permis de surfer sur la vague des inquiétudes écologistes conscientes et inconscientes. On aurait pu penser que leur résultat aux européennes était un phénomène ponctuel dans une élection qui ne passionne personne et où il est facile de se faire une

place. Leur résultat aux municipales semble traduire la permanence d'un vote Vert à deux chiffres. Chaque semaine nous amenant son lot de saloperies en ce qui concerne notre santé et notre environnement les apprentis députés, maires et/ou sénateurs Verts ont de beaux jours devant eux.

PCF : Plus de communes ni de fiefs

L'autre grande surprise est sans conteste le piètre résultat du PCF à ces mêmes élections municipales. On pourrait même parler d'absence de résultats. Un événement qui aura des répercussions politiques importantes dans les mois à venir. Le parti perd des villes qu'il détenait depuis des années. De véritables fiefs où il régnait sans partage. Des fiefs au sens moyenâgeux puisque généralement cette domination s'appuyait sur une personnalité plus ou moins charismatique. La claquette est d'autant plus sévère que le PC perd les villes qu'il détenait, par son incapacité à

mobiliser son électorat traditionnel, qui s'est largement abstenu tant au premier tour qu'au second tour. Dans des villes comme Evreux ou Dieppe, où dès le premier tour, il apparaissait que le second tour serait difficile, les listes menées par le PCF ont fait preuve d'un aveuglement et d'une certitude dans la victoire non feinte, digne d'une époque révolue ce que Robert Hue traduit par : « Une certaine culture de certitudes, nous tentions de démontrer parfois contre l'évidence que le Parti communiste ne perdait pas – nous a empêchés d'accomplir le nécessaire effort d'analyse et de compréhension. Et surtout de mettre en œuvre les pratiques et les changements d'orientation et de comportements indispensables ». Effectivement quand, dans une élection présentée comme intéressante particulièrement la population, le taux d'abstention est de 34 %, il y a de quoi se poser des questions sur son projet et sur son devenir politique. L'incapacité des vieux caciques à transmettre le flambeau à des dauphins plus jeunes (cf la perte du Havre aux avant-dernières élections municipales) ou à passer la main Roland Plaisance à Evreux en est une parfaite illustration.

Ce bide a d'ailleurs rapidement fait réagir les cadres du PCF. Dès dimanche

soir sur FR 3 Haute-Normandie, un sénateur PC mettait en cause la direction nationale (du rarement vu). Tout au long de la semaine différents députés vont reprendre le flambeau et demander la tête de Robert désigné comme responsable de cette déroute. Robert n'en a cure – « Quand il y a une situation comme celle que nous connaissons, je ne suis pas de ceux qui tentent de trouver un bouc émissaire. Je me sens dans la plénitude de mes moyens pour relever ce défi. »

Le chef à toujours raison

Les changements d'orientation, la critique, pour les autres : pas pour le secrétaire national. Et pas sur le bec des vilains contestataires. « L'orchestration médiatique de ces derniers jours, quelque fois issue d'individualités qui n'ont pas levé le petit doigt pour m'aider... qui ont tout fait pour tirer vers l'arrière, ne m'impressionne pas. » Le chef n'est pas responsable des mauvais résultats qu'on se le dise. Il est vrai qu'il est difficile d'être au gouvernement, d'y avaler bien des couleuvres et d'avoir un discours plus à gauche à la base : « On voit bien que le lien entre l'un et l'autre participation au gouvernement et au mouvement populaire

n'est pas facile ». Mais cela n'infléchit en rien la présence des communistes au gouvernement : « La question n'est pas là. Sans les communistes, il n'y a pas de majorité à gauche ». Le congrès extraordinaire de septembre va être bigrement intéressant car ces élections marquent sans conteste un tournant. La spirale infernale est maintenant définitivement engagée. La perte d'influence du PCF se confirme et va aller en s'accroissant. Qui peut croire encore au nouveau projet communiste ? Robert Hue peut être : « C'est un chantier essentiel. Ce n'est pas une découverte. J'ai moi-même publié un livre intitulé *Communisme un nouveau projet*. » Mais qui pourra citer une ville, même moyenne repris par le PC lors d'élections récentes ? Et c'est sur le contrôle des municipalités que repose une large partie de stratégie du PC. Ces élections posent le devenir politique du PC. Au congrès extraordinaire l'implosion semble prévisible et inévitable. Terminons par une note d'humour en citant Robert Hue : « dans cet espace (les quartiers, les associations, les jeunes etc) il n'y a guère que le Parti Communiste, comme formation politique authentique, engagée dans le sens du développement humain » aux libéraux de lui répondre.

Jacques Bonhomme



À l'époque de Marx déjà, quand la grenouille de bibliothèques londonniennes cherchait à régner par oukases sur la première internationale, les bakouniniens se voyaient interdits d'antenne pour cause de refus d'organiser le prolétariat sur un mode militaire, de refus de chercher à prendre le pouvoir et d'y installer une dictature sur le prolétariat censée y mettre en place... les conditions du dépérissement de l'Etat. Pendant un siècle, les fascistes rouges ont confisqué et dévoyé l'espérance en un monde plus humain. À l'heure où le fascisme rouge a explosé (implosé) en vol et où la barbarie capitaliste dévoile chaque jour un peu plus sa nature cannibale, on voudra bien nous pardonner de ne pas perdre la mémoire.

Anticommunisme et anarchisme. Jean-François Fueg-René Berhier. Co-édition Alternative libertaire. 48 pages. 20 F.

copinage

Louise Michel fait l'objet d'une exposition du 31 mars au 29 juillet au Musée de l'histoire vivante, 31 bd Théophile Sueur à Montreuil (93).

A l'occasion du « Printemps des poètes », aura lieu jusqu'au 8 avril **L'itinéraire Gaston Couté**. L'itinéraire va de Bruxelles à Gargilèsse en passant par Paris, Orléans, Meung-sur-Loire, Blois... et différents lieux de vie de Gaston Couté. Renseignements : <http://perso.infonie.fr/c.lassale/index.htm>

« Dimey... j'ai bien connu » est un spectacle d'hommage à Bernard Dimey, avec Agnès Bihl, Didou, Dikes, Clarisse Lavanant, Allain Leprest, La Rue Ketanou, Sally... le 31 mars à 17 heures au Divan du Monde.

Nathalie Solence interprète ses chansons vendredi 6 avril chez « Les uns les autres » 15, rue Chevreuil Paris (11^e). Repas à 20 heures, spectacle à 22 heures. Tél : 01 43 70 22 40.

radio libertaire
Paris . 89.4 MHz

vendredi 30 mars à 22h 30 :

Jazz en liberté : Italian Instabile Orchestra en public (1996) ; Wynton Marsalis Lincoln center jazz orchestra (1995) ; Carla Bley/Paul Haynes « Escalator over the hill » (1971) ; Spirit of life ensemble en public (1995) ; Sun Ra Arkestra (1968) ; Gil Evans big band (1958).

mercredi 4 avril à 10h 30 :

Blues en liberté : Taj Mahal.

La Cecilia

Histoire d'une communauté anarchiste et de son fondateur Giovanni Rossi

ENTRE 1890 ET 1894, S'EST DÉROULÉE L'EXPÉRIENCE la plus connue de la jeune histoire du mouvement libertaire : la construction, la vie d'une communauté anarchiste et enfin son déclin quelque part au Brésil dans l'État de Panata. Connue sous le nom de la Cecilia, elle doit avant tout son existence à la ténacité de son fondateur : Giovanni Rossi. Ce scientifique italien, militant des idées libertaires dans l'A.I.T., fit la grande affaire de sa vie de cette tentative in vivo, d'appliquer sur le terrain la pertinence des idées révolutionnaires, de prendre appui sur des faits réels et de préparer des données expérimentales d'économie publique et privée, de moralité sociale, etc. et enfin de constituer des centres de travail et de résistance pour les batailles économiques des classes ouvrières organisées qui militent pour la rédemption (sic) du prolétariat.

Suivant en cela les grandes vagues d'émigration vers le Brésil, c'est vers Porto Alegre que vont se diriger les premiers pionniers en l'attente de familles, toutes volontaires. On se doute que l'entreprise sera extrêmement difficile, mais malgré l'adversité aussi bien de nombreux militants italiens, Malatesta et d'autres rejoindront à Rossi de vouloir priver le mouvement social italien de nombreux militants révolutionnaires, les finances précaires et les compétences pas forcément adaptées au défrichage et à l'agriculture le projet va commencer de tenir la route.

Un quotidien difficile

Mais on ne construit une société humaine qu'avec des hommes. Nul ne pouvant reprocher à un Être humain d'être un Être humain, beaucoup de colons n'étaient pas adaptés à la vie des pionniers ; c'étaient pour la plupart des ouvriers de l'industrie qui, naturellement, ne trouvèrent pas à la colonie les instruments et les matières nécessaires pour travailler avec profit ; certains n'étaient pas habitués à avoir une activité moyenne. L'histoire ne dit évidemment pas ce qu'évidement Rossi par activité moyenne, mais parions qu'à l'époque du Droit à la Paresse, la colonie était loin d'être un pays de cocagne. Mais qu'importe, un monde nouveau est à bâtir. Avec l'aide d'une manière de Bureau d'Émigration, l'État brésilien va aider cette tentative en fournissant des terres et cette communauté va ainsi pouvoir se dévelop-

per. Aux premières difficultés financières les hommes iront construire des routes afin d'aider à la construction de la Cecilia. Et jusqu'en 1893, ce sont près de trois cents personnes qui passeront. Rossi observera avec sa rigueur de scientifique le développement de cette tentative pour le moins originale. Poussant l'expérience jusqu'au bout, il développera les théories de l'amour libre. L'un des habitants écrira : Ce qui nous tourmente le plus c'est que libre amour n'a pas encore pénétré dans le cœur de nos compagnes, ce qui produit beaucoup d'ennuis à ceux qui sont seuls, et malgré cela personne n'a manqué de respect aux femmes. Nous serions bien aise que quelques femmes convaincues viennent nous rejoindre bientôt.

Ca casse l'ambiance ! Très rapidement, les rapports vont se tendre et la situation sociale du Brésil aidant, la colonie va se dissoudre en 1893. Les terres seront revendues à quelques familles.

Une expérience enrichissante

Au-delà de l'échec de cette nouveauté, nous ne pouvons pas parler de naïveté, même si certaines situations vécues pourraient nous le permettre. On peut simplement se demander si cette tentative d'adapter l'homme aux idées anarchistes n'aurait pas été plus profitable en procédant de manière inverse, c'est à dire de modeler les idées anarchistes aux individus ou aux groupes sociaux. Cette vaine tentative reflète malgré tout la pertinence de nos idées, car tout ne fut pas négatif et l'échec ne tient pas aux idées libertaires mais peut-être au fait qu'elles furent mal appliquées ou mal dirigées. Ce maudit communisme anarchiste qui n'a pas fini de nous séduire va bien finir par vivre. La Cecilia restera avant tout une belle histoire de notre Histoire. Embellie par le temps et mise en scène au cinéma par Jean-Louis Comoli en 1976 (il ne subsiste plus de copie en bon état ou complète) elle tient plus à la légende qu'à la peine qu'on du subir ces bâtisseurs d'utopie.

Livre bien nécessaire que celui-là...

Jean-Pierre Gault

La Cecilia. Histoire d'une communauté anarchiste et de son fondateur Giovanni Rossi. Isabelle Felici. Editions Atelier de Création Libertaire.

vie du mouvement

DIJON/SQUAT

La trêve d'hiver s'achève par une nouvelle ouverture !

UN NOUVEAU SQUAT VIENT D'OUVRIR À DIJON. Alors que les autorités s'apprentent à relancer la machine à expulser, quelques squatteurs et squatteuses ont réalisé une nouvelle occupation, faisant d'une vieille maison décrépie un autre sympathique lieu de vie. Contre la volonté obstinée des autorités de réprimer la dynamique des squats, multiplions les ouvertures ! Ci-dessous, des extraits du communiqué envoyé à la presse par les occupant-e-s.

La maison située au numéro 8, rue de la Boudronnée a cessé d'être à l'abandon depuis le jeudi 15 mars, date qui marque la fin de la trêve d'hiver jusqu'à laquelle la préfecture a eu la bonté de bien vouloir permettre à de nombreux/ses locataires en fin de contrat de demeurer chez eux/elles et ainsi de ne pas avoir à dormir sous la neige. Cependant, la trêve d'hiver n'en résout pas moins les problèmes de logements auxquels est confronté un nombre croissant de personnes issues des classes populaires qui n'ont plus les moyens de se procurer un logement décent sans devoir y consacrer les deux tiers de leur maigre revenu. De nombreux/ses locataires vont être expulsé-e-s de chez eux/elles dans les jours à venir sous prétexte qu'ils/elles ne représentent plus une part rentable du marché immobilier. Le « droit au logement » est ainsi conditionné par le fait que les propriétaires entendent augmenter la rentabilité de leur patrimoine

en optimisant les loyers élevés accessibles à certaines couches de la société seulement.

L'hiver est en effet presque terminé mais il n'en reste pas moins qu'avoir un toit constitue un élément indispensable pour pouvoir faire sa vie et c'est pourquoi le droit au logement n'a pas de raison de varier en fonction des saisons. Nous voulons un logement décent, quel que soit le mois ou l'heure. C'est pourquoi nous avons décidé d'occuper la maison située 8, rue de la Boudronnée, abandonnée depuis plusieurs années, et d'y élire domicile.

Nous avisons donc quiconque susceptible de nous accuser de « squatter chez les autres » qu'une telle logique relève d'une mentalité hautement réactionnaire qui ne sert qu'à conforter la position des promoteurs.

Notre démarche vient également du fait que nous refusons de continuer à dépendre des organisations caritatives qui, plutôt que de nous en sortir, nous maintiennent souvent dans une situation d'exclusion. Nous aussi entendons construire et mener à bien notre vie sans que cela ne dépende systématiquement d'autres personnes.

Nous avons comme projet immédiat de réhabiliter cette maison afin d'en (re)faire un lieu de vie et d'habitation collective.

Les habitant-e-s du 8, rue de la Boudronnée

Luttes des syndicats maritimes CGT

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES syndicats maritimes CGT a appelé à une grève de 24 heures le 1er mars « pour le maintien des services publics maritimes de notre pavillon et de notre profession ». Elle a dénoncé les conditions dans lesquelles le Conseil général de la Seine-Maritime et la Chambre de commerce et d'industrie de Dieppe ont décidé l'ouverture d'une liaison transmanche Dieppe-Newhaven à compter du 1er mars : « le Conseil général, écrit-elle, s'est offert les prestations de « Corsica Ferries », compagnie maritime ayant son siège au Liechtenstein et à Jersey, qui fait naviguer encore à ce jour des navires immatriculés sous pavillon

de complaisance ». Pour comble, « c'est la fameuse société « Rina » (ndlr : celle qui avait notamment certifié le pétrolier maltais Erika) qui a été choisie, pour procéder au contrôle du navire, âgé de vingt-six ans, et qui le certifie », précise la CGT.

Elle affirme que « 300 millions de francs d'argent public ont été affectés pour cette ligne, avec notamment le rachat d'une parcelle du port de Newhaven ».

Jugeant que les décideurs ont agi « en totale complicité avec le gouvernement, qui poursuit une politique de destruction du service public », la CGT dénonce le fait « qu'en Méditerranée, comme en Manche, on utilise de l'argent public

pour subventionner des compagnies dont les sources financières ne sont pas identifiables et sur lesquelles toutes les questions sont permises ». « Si cette expérience réussissait, ce serait un mauvais coup porté à l'emploi des marins et sédentaires français, au registre national et à court terme la mort des compagnies de liaisons courtes et de desserte des îles (SNCM, BAI, SEAFRANCE, CNN, etc.) », affirme la fédération CGT. Elle appelle les personnels à se dresser contre « l'ultralibéralisme qui gagne du terrain dans toutes les activités des ports de France ».

Info transmise par Jean-Marc groupe FA Albert-Camus (Toulouse)

SNCF : Le printemps 2001 comme l'automne 1995 ?

NOUVEAUX TEMPS, NOUVELLES MÈRES ? À VRAI dire bien du temps a passé depuis le fameux mouvement de novembre et décembre 1995 et le fabuleux coup d'arrêt imposé par les cheminots français à une « restructuration » (on aurait pu dire : « déstructuration ») voulu par une direction de vandales et les « nécessités » de la construction capitaliste et libérale de l'Europe. Le temps a passé, certes, mais les enjeux et les lignes d'affrontement sont restés les mêmes : le 29 mars 2001 les cheminots seront en grève (reconduite par endroit) parce que le budget prévisionnel de l'année est loin de permettre de relever les défis qui se posent au fer de nos jours.

C'est une véritable arme de guerre dans les mains d'une direction qui joue la libéralisation du rail tout en prétendant favoriser un « modèle français » basé sur l'entreprise intégrée (il suffit de s'entendre sur les termes !). Un tel budget de régression fait peser une épée de Damoclès sur les salariés des chemins de fer, mais aussi

sur les usagers. En effet tout mouvement de revendication, s'il n'envisage pas le problème dans sa globalité, verra se déplacer les moyens des infrastructures aux salaires ou aux effectifs et vice versa. Cela permet également d'envisager de revenir concrètement sur les acquis de l'accord 35h : si on va jusqu'au bout des embauches signées (soit 25000 + 3000 ex SERNAM) quelles conséquences sur les investissements et les salaires ?

La vraie nouveauté réside plutôt dans le fait que les cheminots de la SNCF se retrouvent réellement isolés du fait que la plupart des réseaux d'Europe ont été privatisés en totalité ou en partie et que les appétits féroces des « futurs opérateurs ferroviaires », nom pudique donné aux patrons intéressés par la réalisation de bénéfices dans le secteur du rail, réclament l'éclatement du réseau central (la SNCF). Alors rendez vous le 29 mars pour connaître l'état de la mobilisation.

Laurent. - CGT Cheminot

Extrait de La lettre des militants syndicalistes libertaires n°12

EDUCATION

Des luttes à mener... et à gagner !

À l'heure où l'État parle de réformer les collèges, les syndicats continuent de mobiliser sur les salaires avec, semble-t-il, peu de chances que les enseignants suivent ce type d'appel, même sous couvert de solidarité avec ceux qui auraient bien besoin d'un sérieux coup de pouce, c'est à dire les agents et autres techniciens de l'Éducation nationale, qui émergent en fin de mois avec des salaires de misère !

Une autre lutte qui n'arrive pas à mobiliser les foules est celle des documentalistes qui vont perdre un nombre important de postes d'ici l'année prochaine et qui ne seront aucunement remplacés ! Une nouvelle fois l'État va faire des économies d'échelle. Des profs vont les remplacer, en ayant aucune formation adéquate. C'est déjà une réalité dans certains établissements, mais si cela tend à se généraliser, le danger de voir des CDI inopérants et n'ayant aucun objectifs pédagogiques dans les établissements est à craindre. Certaines luttes sont donc à mener et cela assez vite dans le souci de ne pas perdre certains pans du service public d'éducation. Mais les moyens mis en place ne vont sans doute pas changer grand-chose à la donne. Les syndicats qui ont les capacités de mobiliser devraient s'en préoccuper ! Mais ceci est une autre histoire...

Jérôme. - Sden-cgt 69

Extrait de La lettre des militants syndicalistes libertaires n°12

de la révolte à la réflexion,
de la réflexion à la révolution

CHAQUE JEUDI lisez

le monde
libertaire



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Pour promouvoir notre titre, une affiche a été réalisée par le groupe de Strasbourg de la F.A.

Format 40 x 60 cm, en quadri, 100F les 100 exemplaires (+ 40 F de port).

Adresse : Association Culturelle libertaire de Strasbourg c/o Maison des Associations, 1 a Place des Orphelins, 67000 Strasbourg

A G E N D A

jeudi 29 mars

PARIS : Projection du film de Philippe Pilard réalisé d'après la vie de Gaston Couté « La belle époque de Gaston Couté » à 20 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot (11^e).

vendredi 30 mars

IVRY (94) : Le groupe libertaire d'Ivry organise une réunion publique « L'anarchisme aujourd'hui » à 20 h 30 au Foyer Quincey, 38, rue Saint-Just (M^e Mairie d'Ivry).

LYON : Projection du film « L'an 01 » à 21 heures au café libertaire (19, rue Pierre-Blanc, 1er, entrée par l'allée). Entrée gratuite.

samedi 31 mars

PARIS : Projection du film « Debout dans ce siècle anthracite » de Christiane Rorato dans lequel Louis Maugeret témoigne d'un siècle de vie et de luttes dans les mines de La Mure, à 16 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot (11^e).

vendredi 6 avril

LA SEYNE (83) : Gala de soutien au réseau anarchiste varois avec Meille, Didier et Doé Brime (chanson réaliste) à 20 heures (accès aux stands dès 19 h), salle Apollinaire, avenue Gambetta, organisé par le groupe Libertad et le groupe Nada.

samedi 7 avril

CHELLES (77) : Le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. organise une réunion-débat sur la guerre d'Algérie à 20 h 30, 1bis rue Emilie (près de la gare) avec Benoist Rey, auteur du livre « Les Egorgeurs » (éditions du Monde libertaire).

PARIS : La librairie du Monde libertaire organise un forum avec Duszka Maksymowicz auteur du livre « Femme de parloir » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e) avec la participation de l'équipe de l'émission « Ras-les-murs » de Radio libertaire.

abonnez-vous! abonnez-